

# Suivi Hebdomadaire

Perspectives Économiques et Financières

17 février 2020

Rédacteurs

Gestion  
Recherche Economique

## Sortie définitive

La faiblesse de l'euro contre le dollar et le franc suisse a fait commenter à certains l'importance de l'épidémie de coronavirus sur les valeurs refuges. Or, si cet épisode dramatique aura des conséquences sur la production industrielle, le report de décisions d'investissement ou de consommation, il nous apparaît encore prématuré pour en circonvier tous les effets. En revanche, il nous semble opportun de rappeler l'importance de la perte de substance pour l'Europe et sa monnaie que représente la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne.



[Écoutez le podcast](#)

## Sommaire

**Suivi des marchés** p2  
Marchés obligataires  
Marchés des changes  
Marchés actions

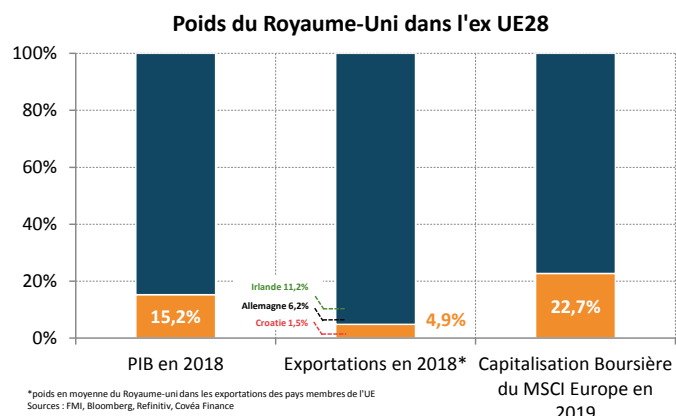
**Suivi macroéconomique** p3  
Etats-Unis  
Europe  
Asie

**Tableaux synthétiques** p6  
Indicateurs macro  
Indicateurs de marchés

L'entrée du Royaume-Uni en 1973 au sein de la Communauté Economique Européenne, à côté de l'Irlande et du Danemark, avait marqué le premier élargissement, mais surtout ancré l'existence d'une Europe puissante. En miroir, son départ marque inversement un affaiblissement de la zone européenne dont sa monnaie principale reflète aujourd'hui toute la gravité. Et, il n'y a pas de paradoxe même si la devise britannique ne s'est jamais fondue dans la monnaie commune : l'Union Européenne perdra 15% de son produit intérieur brut cette année, mais aussi sa première place financière dont la loi des contrats s'appliquait à une grande majorité des produits financiers. Sur le plan diplomatique, on regrettera une Union européenne bénéficiant de 2 voix, France et Royaume-Uni, comme membres permanents du conseil de sécurité de l'ONU au côté des Etats-Unis, de la Chine et de la Russie, tous les 5, puissances nucléaires indépendantes.

La faiblesse de l'euro apparaît donc comme un marqueur de la perte de valeur de l'Europe dans un monde bipolaire qui se construit autour des Etats-Unis et de la Chine. Nous évoquons depuis plusieurs années la remise en cause du multilatéralisme; l'appel du grand large s'inscrit dans ce mouvement. On aurait d'ailleurs tort de limiter le Brexit à un nouvel ancrage atlantiste. Au contraire, le royaume a souhaité reprendre en main le choix de ses relations bilatérales. L'Europe n'est plus anglaise et la parité de l'euro en souffre. Gageons que les dirigeants de la zone européenne s'efforceront de maintenir un monde un tant soit peu européen bien qu'il semble se dessiner autour d'un couple hégémonique (Chine- Etats-Unis) et du challenger russe.

## Poids du Royaume Uni dans l'ex UE28



« ... l'Union Européenne perdra 15% de son produit intérieur brut cette année, mais aussi sa première place financière... »

# Suivi des Marchés

## Obligataires

Sur les marchés obligataires les rendements sont stables aux Etats-Unis et en légère baisse en Zone Euro, l'impact du Coronavirus et les inquiétudes sur la croissance notamment Chinoise et européenne restent les principaux facteurs d'influence du marché obligataire. Aux Etats-Unis, le 10 ans est stable à 1,58% et, sur le marché monétaire, les liquidités apportées par la Fed à travers les achats de bons du Trésor et les liquidités offertes sur le marché du repo se maintiennent autour de 425Mds\$. A noter que la Fed souhaite toujours se retirer du marché du repo et certains membres envisagent de mettre en place une facilité de prêt permanente en contrepartie d'obligations souveraines américaines. En Zone Euro, les taux à 10 ans baissent de 2 points de base environ à -0,16% en France, -0,40% en Allemagne et 0,92% en Italie.

## Changes

L'Euro se contracte de -0,9% sur la semaine face au Dollar à 1,084 Dollar pour un Euro. Face au Sterling, la monnaie européenne baisse de -2% à 0,832 Sterling pour un Euro. Enfin, l'Euro recule de -1% face au Yen à 119 Yens pour un Euro.

## Actions

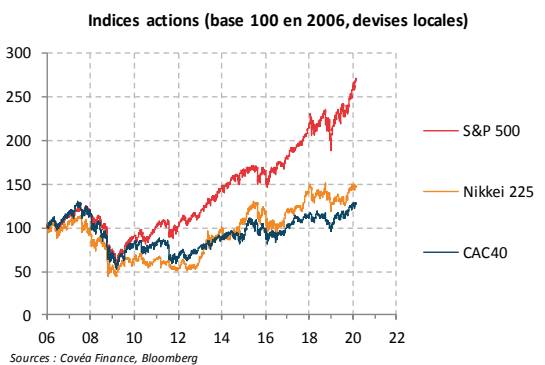
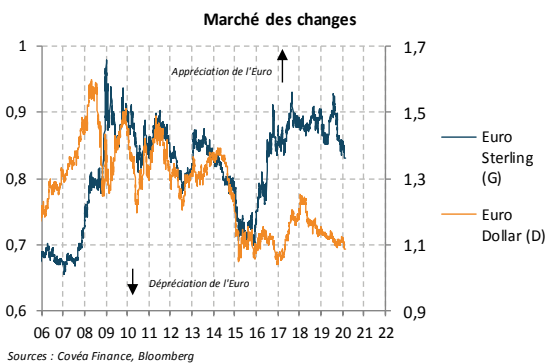
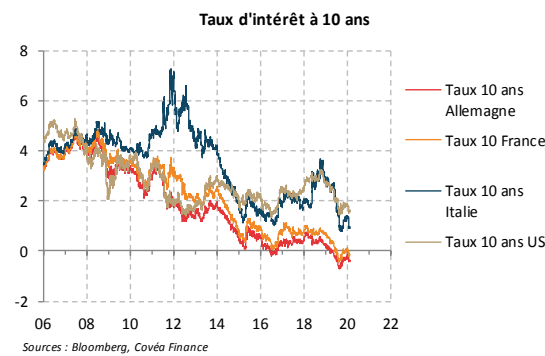
Les marchés actions européens ont affiché une progression de 1,4% sur la semaine portant la performance depuis le début de l'année à +3,5% et passant ainsi les points les plus hauts atteints sur la période (indice MSCI EMU, Union Economique et Monétaire). D'un point de vue sectoriel, les performances sont largement influencées par la saison de publications de résultats

annuels avec des sociétés comme EDF (+12,5%) ou Orange (+4,5%) qui entraînent favorablement leurs secteurs respectifs (services aux collectivités +3%, services de communication +1,9%). A l'inverse les chiffres d'Airbus pour 2019 ont pénalisé le secteur de l'industrie (0%) qui ferme la marche sur la semaine avec le secteur de l'énergie (-0,1%), toujours pénalisé par un prix du baril de pétrole sur des niveaux bas.

Nous constatons par ailleurs une plus grande homogénéité de performances entre les zones puisque le MSCI EMU et le MSCI Europe enregistrent des performances similaires sur la semaine tout comme depuis le début de l'année (respectivement +3,5% et +3,2%).

Semaine de hausse en Asie qui s'explique par des annonces de reprise de la production d'un certain nombre de sociétés en Chine et la décision de la PBoC d'un programme de prêts pour aider les entreprises à combattre les effets de l'épidémie de Coronavirus. Logiquement, la Chine, Taiwan et la Corée du Sud, pays les plus impactés dans la chaîne de valeur par le virus, rebondissent fortement. L'Australie continue de surperformer avec notamment de bons résultats et son secteur santé qui continue de grimper. L'Indonésie baisse via ses valeurs liées aux matières premières, notamment les minières et les cimentières. Le Japon accuse le coup d'une saison de publication mitigée du fait de la hausse récente de la TVA et de mauvais résultats dans l'automobile.

Aux Etats Unis, Le S&P 500 maintient sa dynamique positive avec une progression d'environ 1,5%, atteignant de nouveaux sommets malgré les inquiétudes persistantes concernant le Coronavirus. Si tous les secteurs progressent, on retrouve une certaine polarité entre les défensives et les cycliques avec une surperformance de l'immobilier, sans doute confortée par les messages accommodants des banques centrales, suivi de la consommation discrétionnaire, soutenue par le rebond des valeurs liées au tourisme. L'énergie reste en sous performance ainsi que les financières et les matériaux. La saison des publications de résultats du T4 a été très positive. Si 74% des sociétés ont publié, 76% d'entre elles ont publié des résultats supérieurs aux attentes, militant pour une ré-accélération des bénéfiques en 2020. Le secteur technologique et notamment les semi conducteurs continuent d'atteindre de nouveaux records en dépit de leur forte exposition à la Chine à l'instar de NVidia qui a publié de très bons résultats.

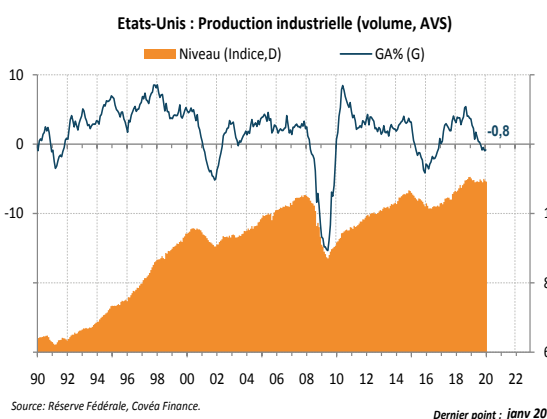


# Suivi Macroéconomique

## États-Unis

« Dans l'industrie, la dynamique d'activité reste très modeste en janvier »

Les **ventes au détail ont été quelque peu décevantes en janvier malgré une hausse mensuelle de 0,3%, qui porte la croissance annuelle à 4,4%**. Les ventes hors carburants, automobiles et matériaux de construction, indice utilisé pour estimer les dépenses de consommation réelles des ménages, n'ont pas progressé sur le mois et l'estimation de décembre a été



nettement révisée en baisse (0,2% contre 0,5%), suggérant une dynamique plus modeste. **La confiance du consommateur reste néanmoins bien orientée selon l'indice de l'Université du Michigan.** L'enquête progresse à 100,9 en février, soit un nouveau point haut depuis mars 2018. Cette amélioration repose sur la composante perspective future qui passe de 90,5 à 92,6. Par ailleurs, l'inflation accélère à 2,5% en janvier après 2,3% en décembre, en lien avec une progression de la composante logement (+0,3% en glissement mensuel), tandis que les prix de l'énergie reculent de 0,7% sur le mois. **Dans l'industrie, la dynamique d'activité reste très modeste en janvier, malgré l'amélioration des indicateurs d'enquête.** La production industrielle recule de 0,3% sur le mois, en lien avec une baisse de 0,1% du secteur manufacturier et de 4% des services aux collectivités. Les mines (principalement pétrole et gaz) enregistrent une progression de 1,5%. En rythme annuel, la production industrielle s'inscrit toujours en contraction de 0,8%.

## Elections 2020

### Priorités de l'administration Trump

L'administration Trump a dévoilé le 10 février son projet de budget pour l'année fiscale 2021 (octobre 2020-septembre 2021). Cette proposition a très peu de chance d'être adoptée en l'état par le Congrès, mais elle reflète les priorités que Donald Trump compte adopter à l'approche des élections et éclaire sur son programme de campagne.

Le budget proposé s'inscrit dans la lignée des précédents avec une nouvelle hausse des dépenses de défense (+0,3% par rapport à 2020) à 740 Mds\$ et une coupe de 5% des dépenses hors défense à 590 Mds\$. Le déficit passerait de 1000 Mds\$ en 2020 à 966 Mds\$ en 2021. Les hypothèses retenues tablent sur une croissance du PIB de 2,8% en 2020 et 3% en 2021, un scénario optimiste par rapport aux prévisions du consensus (1,9% en 2020 et 2021).

A plus long terme, la proposition de budget envisage l'élimination du déficit public à horizon 15 ans, sans hausse de l'impôt. Pour cela les dépenses seraient réduites de 4 400 Mds\$ sur les 10 prochaines années par rapport à la tendance de la législation actuelle, ce qui ne signifie pas une baisse des dépenses mais une moindre progression. Ces économies se feraient à hauteur de 2000 Mds\$ sur les programmes de dépenses obligatoires (santé, aides sociales...), notamment en conditionnant l'accès aux aides sociales à la réalisation de travaux, en resserrant les conditions d'éligibilité aux aides pour les handicapés (programme Medicaid), et en modifiant les paiements médicaux du programme Medicare. Les dépenses liées aux retraités (retraites, santé) ne seraient en revanche pas affectées. Ces propositions peuvent apparaître en contradiction avec les déclarations du Président lors du discours de l'état de l'Union le 4 février selon lesquelles il protégerait les financements de Medicare et Medicaid, ce que le parti démocrate n'a pas manqué de dénoncer dans la foulée. Du côté des dépenses discrétionnaires, une coupe du budget de l'agence de protection de l'environnement, une réduction des aides financières aux étudiants et de l'aide internationale sont envisagées tandis qu'un plan de dépenses d'infrastructures est une nouvelle fois proposé et que le budget de la NASA progresserait de 12%. Du côté de la fiscalité, les baisses d'impôt sur le revenu instaurées en 2017 et qui doivent expirer en 2025 seraient finalement prolongées.

### Multilatéralisme et libre échange

Parmi les coupes budgétaires envisagées par l'administration Trump, l'aide internationale verrait ses financements abaissés de 21% par rapport à 2020. Cette réduction drastique de l'aide au développement des pays étrangers illustre le maintien du *America First*. Cela s'inscrit dans le mouvement de désengagement des Etats-Unis sur le plan international, au même titre que le retrait des accords multilatéraux (accord de Paris, Traité Transpacifique) et la dénonciation des instances internationales.

Du côté démocrate, la vision des candidats quant au multilatéralisme et au libre-échange est assez contrastée entre l'aile modérée du parti et l'aile progressiste. Bernie Sanders (progressiste, aile gauche) est strictement opposé aux accords de libre-échange tels qu'ils existent actuellement, estimant qu'ils ont stimulé les profits des entreprises aux dépens des travailleurs américains et de l'environnement. Il est contre un retour des Etats-Unis dans le traité transpacifique négocié sous Obama et a

# Suivi Macroéconomique

vote contre l'USMCA (*United-States Mexico Canada Agreement*) qui remplace l'ALENA (Accord de Libre Echange Nord Américain). Critique vis-à-vis de la politique de hausse de droits de douanes menée par Donald Trump qui « déstabilise l'économie mondiale », B. Sanders ne s'interdit pas d'avoir recours aux tarifs douaniers pour défendre les intérêts américains. Le Sénateur du Vermont est néanmoins un défenseur des organisations multilatérales telles que l'ONU, essentielles pour assurer un dialogue entre les pays. Il défend également le principe de défense collective au cœur du traité de l'OTAN. Pete Buttigieg (aile modérée) n'est lui pas opposé au libre-échange. Il était favorable à la renégociation de l'ALENA en USMCA, mais est contre un retour dans le traité transpacifique dans sa forme actuelle. Il souhaite toutefois de nouveaux accords commerciaux permettant l'accès aux marchés asiatiques pour concurrencer le projet des routes de la soie de la Chine. Sur le plan diplomatique, Pete Buttigieg entend renouer avec les partenaires de l'OTAN et réinsérer les Etats-Unis dans les accords multilatéraux desquels l'administration Trump est sortie (accord sur le nucléaire iranien, accord de Paris).

## Primaire démocrate

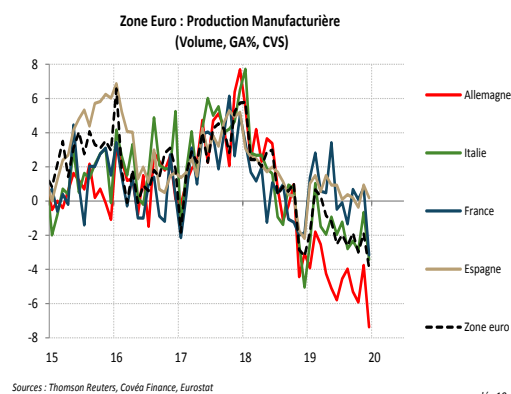
Bernie Sanders et Pete Buttigieg se détachent des autres candidats de la primaire démocrate à l'issue des deux premiers scrutins dans l'Iowa et le New Hampshire. Joe Biden (modéré), longtemps favori au niveau national, n'est arrivé que 5ème dans le New Hampshire le 11 février (8,4%), distancé par Elizabeth Warren (aile gauche, 9,2%) et Amy Klobuchar (modérée) qui fait une percée à 19,8%. Bernie Sanders est lui en tête avec 25,7% des suffrages, suivi de Pete Buttigieg (24,4%).

## A venir

- 22 février : Caucus Nevada (36 délégués)
- 29 février : Primaire Caroline du Sud (54 délégués)

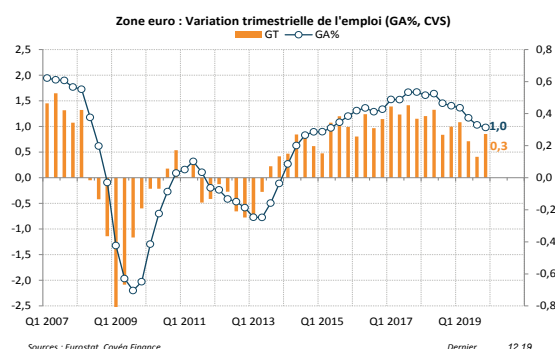
## Europe

« Fort recul de la production industrielle en décembre »



**La sortie de la récession industrielle ne semble pas encore d'actualité pour la Zone euro. En effet, la production manufacturière a enregistré une forte contraction de -2,3% sur le mois de décembre (-3,9% en GA).** Un déclin d'une ampleur supérieure à celui-ci n'avait plus été enregistré depuis 2009, alors que la Zone euro traversait la crise financière. La baisse a été particulièrement marquée au niveau des biens d'équipement (-4% sur le mois). La production manufacturière a fortement chuté en Allemagne (-2,9%), en France (-2,6%) – notamment en lien avec les grèves – et en Italie (-2,4%) alors que l'Espagne enregistre une contraction plus modeste (-0,6%). L'envergure de cette baisse amène à nuancer les messages positifs émanant des enquêtes de janvier qui pourraient simplement refléter un effet de base après la contraction historique de décembre.

En Zone euro, **la croissance de l'activité au quatrième trimestre est confirmée à 0,1%, ce qui porte la croissance annuelle moyenne à 1,2%, son plus bas niveau depuis 2013.** Sur le trimestre, la mauvaise performance de l'économie s'explique notamment par la très nette contraction de l'industrie manufacturière en cette fin d'année. **En Allemagne, l'économie stagne au dernier trimestre, ce qui porte la croissance annuelle moyenne à 0,6%, contre 1,6% en 2018.** Bien que le détail ne soit pas encore communiqué, l'institut statistique allemand note une modération de la consommation ainsi qu'un recul de l'investissement en machines et équipements. En revanche, l'investissement en construction a poursuivi sa progression. Enfin, le commerce extérieur a légèrement contribué à la baisse.



**Malgré ce contexte difficile, près de 437 000 emplois ont été créés au quatrième trimestre (soit une progression de 0,3% en rythme trimestriel).** La tendance reste à la décélération (+1,0% sur l'année) sans qu'on observe, comme en 2012-2013, une contraction. Par pays, on note un très net rebond en Espagne (+164 000 emplois, +0,8% sur le trimestre.). L'Italie enregistre pour sa part une hausse, plus modeste, de 33 000 emplois (+0,1%). Les chiffres français consolidés n'ont pas été communiqués mais les estimations nationales suggèrent une nouvelle progression. Selon l'INSEE, l'emploi salarié du secteur privé a augmenté de 0,2% au quatrième trimestre (soit une hausse de 40 700 emplois).

# Suivi Macroéconomique

Du côté du commerce, **les exportations en valeur hors zone euro progressent de 1,3% au quatrième trimestre tandis que les importations enregistrent un recul de 0,3%, ce qui permet une amélioration du solde commercial.**

**En France, les prévisionnistes de la Banque de France (BdF) anticipent, après la publication de l'indicateur synthétique d'activité pour le mois de janvier, une croissance trimestrielle de 0,3% au premier trimestre.** La BdF prévoit donc un rebond de l'activité après le recul enregistré en fin d'année, recul attribué en grande partie à un important déstockage sur fond de grèves.

**En Allemagne, Annegret Kramp Karrenbauer (AKK) a annoncé qu'elle ne serait pas candidate à la succession d'Angela Merkel et qu'elle quitterait la présidence de la CDU.** Cette décision, prise en début de semaine, fait suite à la crise politique qui a marqué l'élection du ministre-président de Thuringe. Au cours de ce suffrage, une coalition inédite entre l'extrême droite (AfD) et la CDU a émergé, brisant un tabou jusqu'alors bien établi et suscitant de vives réactions au sein du parti d'Angela Merkel. Reste maintenant à désigner le prochain président de la CDU. AKK a déclaré qu'elle pourrait garder son poste jusqu'en décembre, au moment du congrès annuel du parti. Un vote pourrait toutefois avoir lieu avant. Parmi les candidats à la succession, plusieurs se positionnent plus dans l'aile droite du parti qu'AKK. Leurs élections pourraient accroître les tensions avec le partenaire socialiste alors que la nouvelle présidence du SPD se situe, pour sa part, plus dans l'aile gauche que précédemment. Au niveau européen, ces tensions pourraient alimenter l'immobilisme, d'autant plus que l'Allemagne doit assumer la présidence tournante du conseil de l'UE au T2 2020.

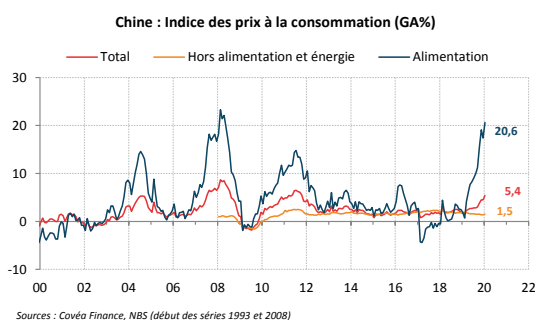
**La Commission européenne maintient ses prévisions inchangées pour la Zone euro à 1,2% en 2020 et 2021, soit une croissance identique à celle de 2019.** Certaines évolutions, telle que la dissipation d'une partie des incertitudes sur la relation commerciale entre les États-Unis et la Chine ainsi que sur le Brexit, aurait influencé positivement les perspectives. Toutefois, ces éléments auraient été compensés par l'émergence de nouveaux risques, dont la propagation du coronavirus et les tensions géopolitiques au Moyen-Orient.

**Au Royaume-Uni, l'activité a finalement stagné au quatrième trimestre 2020, ce qui porte la croissance annuelle moyenne à 1,4%, contre 1,3% en 2019.** L'activité britannique apparaît encore très marquée par la volatilité induite par les négociations du Brexit. Selon les chiffres préliminaires (souvent révisés), les stocks tirent fortement la croissance à la baisse sur la période mais sont partiellement compensés par la progression des exportations. Exception faite de la consommation publique, la dynamique de la demande interne s'essouffle, avec un recul marqué de l'investissement. Au T1 2020, le net rebond des indicateurs de confiance laisse entrevoir une reprise de la croissance. Les effets du coronavirus pourraient toutefois, comme en Zone euro, remettre en cause cette tendance.

**Au niveau politique, la démission du ministre des finances, Sajid David, et son remplacement par Rishi Sunak, plus proche de Boris Johnson que son prédécesseur, poussent certains observateurs à espérer une relance budgétaire plus importante qu'anticipée.** Le nouveau budget sera présenté le 11 mars. Reste à savoir si les engagements du gouvernement (solde budgétaire hors investissement à l'équilibre) pourront être maintenus.

## Asie et autres émergents

« Les pressions inflationnistes restent régnantes en Chine »



En **Chine**, l'inflation poursuit sa hausse en janvier à 5,4% en rythme annuel - GA (après 4,9% en décembre) en période de nouvel an lunaire. Les prix sont tirés par l'alimentaire et principalement le porc à 116% en GA en janvier (après 97% en décembre) et les légumes à 17% (contre 11% en décembre). L'inflation sous-jacente (hors alimentaire et énergie) reste faible à 1,5% en janvier en GA (après 1,4% en décembre). Malgré la fin de la période de congés du nouvel an, les perspectives inflationnistes restent élevées en raison du coronavirus, provoquant des interruptions des transports, des chocs d'offre et des comportements de stockage de précautions des ménages. Malgré des prix élevés, la politique monétaire (injection de liquidité, baisses des taux...) restera en soutien d'une activité attendue en baisse sensible.

En **Corée**, le taux de chômage augmente à 4% de la population active en janvier (contre 3,8% en décembre) alors que l'emploi reste dynamique grâce au programme du gouvernement. Malgré le large plan de relance d'août soutenant l'emploi public (services sociaux et de santé), les perspectives de l'emploi et du chômage restent toutefois difficiles au regard des effets néfastes du coronavirus sur le tourisme, le commerce et la production.



# Tableaux synthétiques

INDICATEURS MACRO		août-19	sept.-19	oct.-19	nov.-19	déc.-19	janv.-20	févr.-20		
Etats-Unis	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	0,3	-0,2	-0,8	-0,5	-0,9	-0,8			
	Dépenses personnelles de consommation (volume, CVS, GA%)	2,5	2,7	2,3	2,4	3,3				
	Créations / Destructions nettes d'emplois (nonfarm payrolls, milliers)	207	208	185	261	147	225			
	Exportations (volume, CVS, GA%)	1,8	-0,7	-0,9	-0,2	1,4				
	Salaires horaires nominaux (valeur, CVS, GA%)	3,5	3,1	3,2	3,3	3,0	3,1			
	Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	1,8	1,7	1,8	2,1	2,3	2,5			
Europe	Zone euro	Crédits aux entreprises (Valeur, NCVS, M ds €)	4493,9	4479,4	4496,7	4501,4	4462,5			
		Taux de chômage (%de la population active)	7,5	7,5	7,5	7,5	7,4			
		Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	1,0	0,8	0,7	1,0	1,3	1,4		
	Allemagne	IFO - Perspectives de Production à 6 mois (indice)	91,2	91,1	92,0	92,3	93,0	93,4		
		Ventes au détail (volume, CVS, GA%)	3,4	3,7	1,9	3,2	2,2			
		Commandes à l'industrie (volume, CVS, GA%)	-6,6	-5,1	-5,7	-6,1	-8,6			
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	-0,6	1,6	2,3	0,1	-0,9			
	France	Banque de France - Climat des affaires (indice)	98,6	95,7	98,2	97,2	96,3	95,9		
		Climat dans le secteur de la construction (indice)	10,3	11,4	13,0	14,2	14,7	14,3		
		Dépenses de consommation - Total (volume, CVS, GA%)	-0,2	0,4	-0,4	1,0	2,0			
		Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-1,3	0,4	-0,2	0,9	-3,0			
	Italie	Exportations (valeur, CVS, GA%)	4,8	1,3	-0,7	2,0	-2,2			
		Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-2,0	-2,3	-2,5	-0,8	-3,8			
		PMI Manufacturier (Indice)	48,7	47,8	47,7	47,6	46,2	48,9		
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	0,4	3,4	4,0	-0,3	1,0			
	Espagne	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	1,1	0,5	-1,5	1,6	0,8			
		PMI Manufacturier (Indice)	48,8	47,7	46,8	47,5	47,4	48,5		
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	-3,5	3,2	1,3	1,6				
	Royaume-Uni	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-2,5	-1,8	-1,6	-2,5	-1,9			
		Ventes au détail (volume, CVS, GA%)	2,6	2,9	3,2	0,8	0,9			
		Inflation (prix à la consommation, GA%)	1,7	1,7	1,5	1,5	1,3			
	Asie	Japon	Dépenses de consommation (volume, CVS, GA%)	1,0	10,4	-3,7	-1,4	-3,0		
			Exportations (valeur, CVS, GA%)	-7,8	-4,8	-10,1	-7,4	-5,5		
		Chine	Salaires nominaux (volume, CVS, GA%)	-0,1	0,4	0,0	0,1	0,0		
Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)			0,2	0,2	0,2	0,5	0,8			
Autres émergents	Brésil	Production industrielle (volume, CVS, GA%)	4,4	5,8	4,7	6,2	6,9			
		Ventes immobilières résidentielles (volume, GA% moyen depuis le début de l'année)	0,6	1,1	1,5	1,6	1,5			
	Russie	Importations (valeur, NCVS, GA%)	-5,5	-8,1	-6,2	0,3	16,2			
Autres émergents	Brésil	Production industrielle (volume, CVS, GA%)	-2,2	0,6	1,2	-0,9	-2,2			
		Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	3,4	2,9	2,5	3,3	4,3	4,2		
Autres émergents	Russie	Production industrielle (volume, NCVS, GA%)	2,9	3,1	2,7	0,4	2,1			
		Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	4,3	4,0	3,8	3,5	3,0	2,4		

17/10/2019 : date de nos dernières Perspectives Economiques et Financières

CVS : données corrigées des variations saisonnières, NCVS : données non corrigées des variations saisonnières

Sources : Thomson Reuters, Covéa Finance

# Tableaux synthétiques

INDICATEURS DE MARCHES			31/12/19	17/10/19	14/02/20	Variation depuis le 31/12/19 (% ou pbs)*	Variation depuis le 17/10/19 (% ou pbs)*	
<b>Marchés obligataires</b>	Taux directeurs (%)	Fed	1,75	2,00	1,75	0,00	-0,25	
		BCE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
		BOE	0,75	0,75	0,75	0,00	0,00	
		BOJ	-0,10	-0,10	-0,10	0,00	0,00	
		Banque de Corée	1,25	1,25	1,25	0,00	0,00	
		Brésil	4,50	5,50	4,25	-0,25	-1,25	
		Russie	6,25	7,00	6,00	-0,25	-1,00	
		Inde	5,15	5,15	5,15	0,00	0,00	
		Chine	4,35	4,35	4,35	0,00	0,00	
		Taux souverains 10 ans (%)	Etats-Unis	1,92	1,75	1,58	-0,33	-0,17
	France OAT		0,12	-0,11	-0,16	-0,27	-0,04	
	Allemagne		-0,19	-0,41	-0,40	-0,22	0,01	
	Italie		1,41	0,89	0,92	-0,49	0,03	
	Royaume-Uni		0,82	0,68	0,63	-0,19	-0,05	
	Japon		-0,01	-0,15	-0,03	-0,02	0,12	
	Corée du Sud		1,63	1,58	1,66	0,03	0,08	
	Brésil		6,72	6,56	6,43	-0,29	-0,13	
	Russie	6,28	6,59	5,99	-0,29	-0,60		
	Indice crédit	Indice IBOXX Eur Corporate	237,7	237,8	240,5	1,20	1,15	
<b>Marchés des changes</b>	Contre euro (1 € = ...devises)	Dollar	1,12	1,11	1,08	-3,4	-2,5	
		Sterling	0,85	0,87	0,83	-1,8	-4,0	
		Yen	122,0	120,7	119,0	-2,4	-1,4	
	Contre dollar (1\$ = ... devises)	Won	1155	1179	1183	2,5	0,4	
		Real brésilien	4,0	4,2	4,3	7,2	3,4	
		Rouble	62,0	64,2	63,6	2,6	-0,9	
		Roupie indienne	71,2	71,1	71,5	0,4	0,6	
		Yuan	7,0	7,1	7,0	0,3	-1,3	
<b>Marchés actions</b>	Devises locales	Etats-Unis - S&P	3231	2998	3380	4,6	12,7	
		Japon - Nikkei 300	352	331	349	-1,0	5,4	
		France - CAC 40	5978	5673	6069	1,5	7,0	
		Allemagne - DAX	5971	5647	6114	2,4	8,3	
		Zone euro - MSCI EMU	132	127	136	3,5	7,8	
		Royaume-Uni - FTSE 100	7542	7182	7409	-1,8	3,2	
		Corée du Sud - KOSPI	2175	2078	2244	3,1	8,0	
		Brésil - Bovespa	118573	105016	114381	-3,5	8,9	
		Russie - MICEX	3076	2749	3097	0,7	12,7	
		Inde - SENSEX	41254	39052	41258	0,0	5,6	
		Chine - Shanghai	3050	2977	2917	-4,4	-2,0	
		Hong Kong - Hang Seng	28190	26848	27816	-1,3	3,6	
		MSCI - BRIC	1129	1030	1130	0,1	9,6	
	Euro	S&P (€)				8,3	15,7	
		Nikkei 300 (€)				1,5	7,0	
		FTSE 100 (€)				0,0	7,4	
	<b>Matières premières</b>	Agricoles	Mais (centimes de dollar par boisseau)	388	395	378	-2,6	-4,3
			Indice CRB**	402	394	401	-0,1	1,7
		Energétiques	Pétrole (Brent, \$ par baril)	66	60	57	-13,2	-4,3
Métaux précieux		Prix de l'once d'Or	1523	1498	1586	4,2	5,9	
		Prix de la tonne de cuivre	6174	5739	5760	-6,7	0,4	

\*Variations en points de base (pbs) pour les taux souverains et les taux directeurs

\*\*CRB : Indice des prix de 22 matières premières industrielles (59,1%) et alimentaires (40,9%). Cet indice n'inclut pas les prix de l'énergie.

17/10/2019 : date de nos dernières Perspectives Economiques et Financières

Sources : Covéa Finance, Bloomberg

Ce document est établi par Covéa Finance, société de gestion de portefeuille agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro 97-007, constituée sous forme de société par actions simplifiée au capital de 7 114 644 euros, immatriculée au RCS Paris sous le numéro B 407 625 607, ayant son siège social au 8-12 rue Boissy d'Anglas 75008 Paris.

Ce document est produit à titre indicatif et ne peut être considéré comme une offre de vente ou un conseil en investissement. Il ne constitue pas la base d'un engagement de quelque nature que ce soit, ni une évaluation de stratégie ni aucune recommandation d'investissement dans des instruments financiers.

Il contient des opinions et analyses générales et non personnalisées conçues par Covéa Finance à partir de données chiffrées qu'elle considère comme fiables au jour de leur établissement en fonction du contexte économique, mais dont l'exactitude et la validité ne sont toutefois pas garanties.

Les opinions exprimées dans le document peuvent faire l'objet de modifications sans notification.

Covéa Finance ne saurait être tenue responsable de toute décision prise sur la base d'une information contenue dans ce document. Ce document est la propriété intellectuelle de Covéa Finance. Toute Utilisation (définie ci-après), reproduction ou diffusion de tout ou partie du présent document devra faire l'objet d'une autorisation préalable de Covéa Finance.

Le destinataire du présent document a connaissance et accepte que les données chiffrées, permettant d'établir les opinions et analyses générales et non personnalisées, peuvent être soumises à l'acquisition de droits vis-à-vis de tiers.

Par conséquent, les données chiffrées ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une quelconque Utilisation par le destinataire du document sans l'acquisition préalable des droits nécessaires directement auprès des tiers détenteurs de ces droits.

Par ailleurs, le destinataire du présent document a connaissance et accepte que Covéa Finance ne sera en rien responsable de toute utilisation faite desdites données chiffrées et assumera seul toutes les conséquences vis-à-vis des tiers détenteurs de droits associés à ces données.

L'« Utilisation » s'entend comme, et de manière non limitative, la manipulation de la donnée chiffrée, la distribution, la redistribution, l'intégration dans un système d'information ou dans des documents de tous types.